

Compte rendu de la discussion entre la Coordination des foyers Aftam-Coallia et la direction de Coallia le 11 décembre 2025 au siège



Présents pour la coordination : Mamadou Baradji, Lassana Traoré, Abderahmane Sylla, Diarra Sissoko, Jacqueline Geering, pour la direction de Coallia : 4 membres dont la directrice IDF, Sophie Chappert, et chef de cabinet du Directeur général, Patrick Miot.

Après les présentations, la direction de Coallia insiste qu'on discute seulement sur le règlement intérieur, comme proposée dans la lettre demandant la rencontre. Elle rappelle que Coallia n'a aucune obligation de négocier dans un cadre et avec un interlocuteur qui n'est pas défini par la loi.



Mamadou Baradji pour la Coordination rappelle le rôle de la Coordination dans l'histoire de l'Aftam, les nombreuses réunions qui ont eu lieu sous d'autres directions. Son rôle est de défendre les droits et les intérêts de tous les résidents de l'association. Coallia ne respecte pas la vie privée des résidents. Le Règlement intérieur n'a pas été discuté, comme l'oblige la loi. Il était présenté à chaque comité de résidents comme un fait accompli et imposé de force. Cela a provoqué la colère des résidents, et qui a motivé l'envoi de la lettre demandant cette discussion.



Coallia est d'accord pour rencontrer la Coordination au minimum une fois par an pour discuter des problèmes généraux dans les foyers.

A propos des articles sur les conditions d'admissibilité, Coallia rejette l'accusation qu'elle se substitue à la police ou à la justice. Elle justifie le fait de vérifier la régularité des résidents par le suivi régulier de la demande des APL. Si un résident n'a plus droit à l'APL parce que, par exemple, son titre de séjour a expiré, Coallia a le droit de demander des preuves de la régularité de séjour afin de reformuler une demande.



Une discussion s'engage sur le changement des serrures. La coordination réclame le droit à une deuxième clef. Coallia refuse ce point. Si le résident perd la clef, Coallia suggère que les résidents se tournent vers leur assurance ! Pas question d'une deuxième clé.

Concernant les conditions de la facturation de la consommation de l'eau : Coallia dit que le coût pris en compte sera seulement celui du prix d'eau froide. Il n'aura pas un charge de plus pour la réchauffement de l'eau. La consommation de l'eau froide et chaude sera basée sur le prix d'eau au prix du fournisseur, donc de l'eau froide.



La Coordination demande que Coallia reporte le début de la facturation de la surconsommation (plus que 165L par jour) de 1 janvier jusqu'au début mai. Cela donnera quatre mois pour que la Coordination puisse sensibiliser les résidents. La direction est d'accord pour accorder ce délai de 4 mois avant application de la facturation.

Une autre réunion entre la Coordination et Coallia est prévue mi-avril en partie pour faire le point sur ce problème.



Questionnée sur les insuffisances du chauffage dans de nombreux établissements, la direction a reconnu que le fournisseur de chauffage (société Vinci) ne répond pas aux sollicitations de COALLIA

Enfin, le problème des conditions d'hébergement est soulevé. La direction renvoie à la rédaction du code de construction 633-9 qui spécifie que chaque résident peut héberger 1 personne à la fois, pour un maximum de 3 mois, et au plus deux fois dans l'année. Coallia insiste qu'un résident peut déclarer 2 invités par an - 3 mois maximum, chacun séparément. La Coordination rappelle que tous les résidents sont

contre les expulsions pour hébergement solidaire, qu'il faut trouver une autre solution à ce problème, si Coallia le perçoit comme un problème.
La réunion se termine vers 19h.



Basé sur des notes de Jacqueline Geering, photos Mathilde Lis.